

Je tiens à souligner l'importance que j'accorde au processus de consultation. Le Forum et les travaux du Comité sont loin d'être la dernière étape de ce processus de consultation. En effet, j'entends poursuivre mes propres rencontres avec des représentants des divers groupes engagés dans les relations internationales de ce pays.

Le Forum national, les efforts du Parlement ainsi que les consultations bilatérales forment la base de notre examen de la politique étrangère. Mais ceci n'est qu'un premier pas, Monsieur le Président. J'aimerais souligner que tout ceci marque le début d'un processus continu. En effet, le gouvernement entend faire du Forum national un événement annuel. Nous pourrions fort bien demander au Forum national, dans les prochaines années, d'examiner certains aspects particuliers de la politique étrangère canadienne. Le gouvernement cherche à maintenir un examen continu de sa politique étrangère auquel participeront les habitants de ce pays ainsi que leurs représentants élus. Dans ce monde où les changements rapides et bouleversants sont la norme, nous devons élaborer un mécanisme souple et efficace. C'est ce que nous avons fait, Monsieur le Président, et j'en suis fier.

Le gouvernement s'empressera de présenter son propre rapport sur la politique étrangère au début de l'année prochaine. Nous avons hâte d'étudier les recommandations du Comité, afin d'élaborer les grandes lignes de notre politique étrangère.

Tout en étant engagés dans notre examen de la politique étrangère, nous ne pouvons pas ignorer nos responsabilités internationales. Nous devons à la fois agir sur la scène internationale et examiner cette action. Cette année, cinq grandes rencontres multilatérales, auxquelles participe le Premier ministre, nous offrent la possibilité de mettre en oeuvre nos idées. Je pense au récent sommet de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord] en janvier, au sommet des pays du G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés] en juillet, au sommet de l'OEA [Organisation des États américains] en septembre, à celui de l'APEC [Coopération économique de l'Asie-Pacifique] en novembre et finalement au sommet de la CSCE [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe] en décembre. Nous serons donc très présents sur la scène internationale dans les mois à venir. Nous devons saisir cette occasion d'y faire connaître nos vues et nos intérêts.

Le gouvernement actuel a été élu avec un mandat, celui de renouveler notre économie, notre société, notre intégrité politique et notre confiance en l'avenir. Nous avons déjà entrepris ce travail difficile et nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Les obstacles sont nombreux, mais il ne fait aucun doute que nous devons aller de l'avant.